

La crise du COVID 19 et le marché du travail : quel avenir pour les jeunes de nos territoires ?

A l'orée d'une année scolaire 2019-2020 particulièrement tumultueuse, ce ne sont pas moins de 700 000 étudiants qui arrivent en fin de parcours et qui s'apprêtent à entrer sur un marché du travail tendu. Que leur réserve l'avenir ? Le scénario d'une crise de l'emploi est-il à envisager ? Etudions donc l'insertion professionnelle des jeunes et la crise du COVID 19 : de quoi parle-t-on ? Etait-il réellement difficile pour les jeunes avant la crise de s'insérer professionnellement ? Qu'est-ce que la crise va réellement changer ? Il conviendra d'analyser les chiffres de l'emploi des jeunes ainsi que des témoignages d'étudiant(e)s dont la fin de parcours est rendue délicate par cette conjoncture exceptionnelle.

Une insertion professionnelle des jeunes difficile

Si l'on en croit les études du CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), qu'ils soient diplômés ou non, les jeunes ont depuis de très nombreuses années, de plus en plus de mal à trouver du travail. Le CEREQ a comparé l'insertion des jeunes en sortie de formation initiale en 2010, par rapport aux jeunes de 2004 et de 1998.

Le premier constat est le suivant : les jeunes non diplômés ont aujourd'hui plus de mal à trouver du travail que les autres. Le temps moyen passé à occuper un emploi était de 65% en 1998, contre 45% en 2010. 21% de ces jeunes occupent un CDI alors qu'ils étaient 41% en 1998. Pour ces jeunes, on remarque plus de chômage, davantage de

précarité face à l'emploi et par conséquent, l'explosion des CDD notamment.

Le second constat est le suivant : pour les jeunes diplômés, l'ascenseur social est à l'arrêt. La trajectoire d'accès à l'emploi s'est dégradée. Pourtant, le salaire à l'emploi a progressé de 10% pour les BAC+5 entre 1998 et 2010.

Toutefois, concernant le même salaire pour le dernier emploi occupé, la chute est de 12%. On remarque ainsi une baisse des évolutions de carrière ascendante.

Les freins face aux postes à responsabilité sont réels : aujourd'hui, un

jeune a 1,8 fois moins de chance d'être cadre qu'en 1998. La raison est simple : on assiste ces dernières années à une affluence trop importante de diplômés sur le marché du travail. Résultat, nombre de jeunes se retrouvent projetés sur des postes pour lesquels ils sont surqualifiés.



Le diplôme protège toujours du chômage mais pousse les moins diplômés vers ce dernier.

L'impact du Coronavirus sur l'emploi des jeunes

Très concrètement, qu'est-ce que cette crise change dans l'économie Française ? Et bien à vrai dire, presque tout. On prévoit en France une chute du PIB à hauteur de 9%. L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) projette même une baisse de 11%. La France n'a connu que 3 épisodes identiques dans son histoire : la crise des *années 30* avec une baisse de son PIB dont le pic est atteint en 1935, soit 6 ans après le

déclenchement de la crise, la 1ère Guerre Mondiale avec une chute de 30% du PIB et la 2nd Guerre Mondiale entraînant une baisse de 40% du PIB français.

D'ores et déjà, de nombreux jeunes ont ressenti les effets de cette crise qui couve. Certains ont perdu leur emploi, d'autres n'en trouvent pas. Comme face à toute crise, cette dernière s'abat d'abord sur les travailleurs dits 'précaires'. Et comme on l'a vu

précédemment, les jeunes sont davantage en situation de précarité, ils sont donc les premiers impactés.

Malgré la multiplicité des plans d'aide du Gouvernement, les jeunes manquent aujourd'hui de visibilité sur leur avenir. En cause simplement, une demande moindre et une baisse du nombre de clients qui entraîne une baisse de l'activité économique, gelant ainsi les recrutements.

Les périodes charnières : bacheliers, diplômés de Licence, Master ...

Pour ces 700 000 jeunes en fin de parcours, la situation semble particulièrement délicate à gérer. En effet, nombre d'entre eux doivent réaliser un stage de fin d'étude, considéré comme 'l'anti-chambre' de l'emploi. Or, nombre d'entre eux ont dû être annulés. Malgré les aides envisagées par l'Etat, ces

possibles annulations ont entraîné un manque à gagner pour ces jeunes, tant d'un point de vue économique que professionnel. De même, quid de la validation des notes en l'absence de partiels ? De nombreuses formations ont eu recours au 10 systématique comme à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, avec

avec les manifestations que l'on connaît. De nombreux étudiants se demandent quelle valeur aura leur diplôme. Il en va de même pour les bacheliers, déjà moult fois caricaturés en raison de l'annulation de l'édition 2020 du baccalauréat : quelle valeur aura cette édition 2020 du bac ?

Nous avons interrogé des jeunes subissant aujourd'hui les conséquences du COVID sur leur insertion professionnelle : Lucas, récemment diplômé de Licence professionnelle ; Margot et Manon future diplômée de Master 2. De situations pourtant différentes résultent des trajectoires croisées.

Lucas

« Je suis éducateur spécialisé. J'ai obtenu mon diplôme l'année dernière. En temps normal, je dois dire que j'ai toujours eu droit à des postes à durée courte ou déterminée. Impossible de trouver un emploi stable. Travaillant avec les enfants, j'ai eu 0 proposition récemment. Je crains de devoir retourner chez mes parents ... ou pire ... de devoir changer de travail. »

Margot

« Je suis en Master 2 d'Urbanisme. Mon stage a dans un premier temps été reporté. Puis j'ai appris il y a 3 semaines qu'il serait annulé. Je voulais faire mon stage dans un bureau d'étude. Je suppose que les clients doivent être moins nombreux ... Et comme il était hors de question pour moi de faire un mémoire pour valider mon année, j'ai décidé de postuler en collectivité, la voie classique pour les étudiantes comme moi. J'ai été prise de suite, mais la promesse d'embauche qui était celle que j'avais eu dans le bureau d'étude semble avoir disparue. Il semblerait que le secteur public soit moins impacté que le privé par cette baisse de postes à pourvoir. »

Manon

« Je serais diplômée cette année d'un Master 2. Je suis en stage de fin d'étude dans un cabinet de conseil et je suis appréciée par mes patrons. Ce stage aurait dû aboutir directement sur une offre d'emploi stable (car j'ai réussi à démontrer ma valeur), m'assurant une insertion professionnelle paisible. Or la crise du COVID a fait perdre à ma boîte tous ses clients et donc ses revenus. Sans fonds, il leur est impossible de me proposer un contrat professionnel. Je suis donc dans une situation d'incertitude, je dois chercher mon premier emploi. Deuxième complexité : la crise du COVID a impacté d'autres entreprises que celle de mon stage, donc les offres d'emploi se font rares pour le même nombre de candidats. Je vis une situation d'extrême anxiété car il faut que je paye mon loyer, mes charges etc. »

L'expérience de la crise de 2008 : à quoi doit-on s'attendre ?

Regardons donc dans le rétro : à quoi doit-on s'attendre dans les années à venir ? Il y a 12 ans déjà, la crise des *Subprimes* bouleversait le monde et instaurait pour les jeunes, un accès à l'emploi détérioré. Ainsi, de 2008 à 2009, le chômage des jeunes est passé de 17,6% à 21,7%.

Nombre d'entre eux,

notamment titulaires d'un BAC+5 se sont retrouvés confrontés à un chômage inattendu. Le pic de la crise de l'emploi fut atteint en 2011 : 57% des diplômés de 2010 n'ont ainsi pas trouvé d'emploi. Aux prémices de ce que l'on a vu plus haut, les employeurs ont dans cette période, recherché des profils expérimentés et

immédiatement rentables, ce dont il faut s'attendre dans les mois, voir les années à venir. Il aura fallu attendre 2016, soit 8 ans après le début de la crise pour voir le recrutement des jeunes repartir à la hausse. Parmi les 100 000 embauches de cadres effectuées en 2016, 40 000 ont concerné des jeunes diplômés.

Quelle posture adopter ?

Durant la crise de 2008, de nombreux jeunes ont redoublé d'ingéniosité pour accéder à l'emploi : CV chantants, mini-films ... les exemples insolites ne manquent pas. Le paradoxe de cette crise est de laisser de côté les profils dits « atypiques » mais de réclamer des postures qui sortent du lot. Le défi qui s'ouvre pour les jeunes

aujourd'hui est immense : arriver à tirer son épingle du jeu, dans le moule de l'emploi.

Certains ont fait le choix de l'étranger : Qatar, Canada, Royaume-Uni ... de nombreux jeunes avaient fait le choix en 2008 d'aller chercher du travail ailleurs. Une fuite des cerveaux inédite en France à l'époque. La crise du Coronavirus a mis à

mal les échanges transfrontaliers mais libèrent toujours la perspective du travail à l'étranger. Stages, emplois ... toutes les solutions peuvent être bonnes pour accéder à l'emploi tout en s'assurant un CV qui 'tire son épingle du jeu'.



Un besoin en accompagnement accru

A toutes les échelles, les jeunes semblent avoir davantage besoin qu'à l'ordinaire d'accompagnement, notamment par les lieux dits 'ressources' au sein des territoires : Pôle Emploi, les Missions Locales, la CAF, les Bureaux information jeunesse, les Centres d'information et d'orientation, les Collectivités

locales ... tous les organismes semblent en première ligne. L'ensemble de ces acteurs sont appelés à manifester une coordination et une coopération territoriale inédite afin de répondre au défi nouveau qu'est l'accompagnement des jeunes actifs. Ce moment inédit de notre histoire peut être

l'occasion de créer de nombreuses opportunités pour les jeunes : portage de projets, engagements associatifs ... ce public ne manque pas d'imagination pour faire progresser la société. Les collectivités devront être là afin d'accompagner les jeunes soucieux de s'investir dans des projets d'avenir.

Hugo Rodriguez